

# JOURNEE NATIONALE DE PARDON

## «Un déclic pour le Burkina...»

*Le Comité d'organisation de la journée nationale de Pardon vient de laisser entendre, à l'occasion d'une conférence de presse, que les préparatifs de l'événement du 30 mars prochain vont bon train...*

*Et cette journée qui sera fériée, chômée et payée devrait être placée sous le signe du recueillement et de la spiritualité dans la solennité.*

«**L**es commissions que nous avons mises sur pied travaillent à plein régime pour réunir les meilleures conditions pour la tenue de la journée dont je réaffirme la sobriété et l'humilité avec lesquelles nous souhaitons qu'elle ait lieu.

Les dispositions ont été prises avec les communautés religieuses et coutumières, les partis politiques, les associations et organisations de la société civile, afin que toutes les couches sociales soient représentées à la cérémonie qui aura lieu au stade du 4-Août. Nous attendons près de 5000 délégués en provenance des 350 départements et des 49 communes urbaines que compte le Burkina. Le pardon étant une affaire terrestre et céleste, toutes les communautés religieuses et coutumières nous ont apporté leur précieux concours.

Les évêques ont adressé un message en faveur de cette journée à leur fidèle, les Imans de Ouagadougou préparent leur contribution à la réussite de la journée et les églises évangéliques ont placé leur culte de ce jour (hier dimanche 25 mars 2001) sous le signe du pardon...»

C'est le message que le Comité national d'organisation de la journée nationale de Pardon a tenu à livrer à tous les Burkinabè, à quelques jours du 30 mars 2001. Et ce à travers une conférence de presse qu'elle a organisée hier en fin de matinée, à son siège de «Ouaga 2000».

A cette occasion M. Alain Yoda, président dudit comité d'organisation et les représentants des communautés religieuses et coutumières ont réaffirmé leur foi en la journée nationale de Pardon (JNP), en tant que «véritable œcuménisme qui traduit la cohabitation har-

monieuse des différentes religions pratiquées au Burkina et d'une volonté laïque de vie en commun, dans le respect de nos lois et règlements, dans la dignité et dans la recherche de resserrement de notre tissu social».

Répondant aux diverses questions des journalistes sur le sens et la portée de la JNP, Alain Yoda et les



*Au nom de la paix sociale, M. Alain Yoda (au centre) président du Comité d'organisation de la JNP a appelé tous les-Burkinabè à contribuer à son succès...*

(Ph : Félix YELKOUNI)

siens ont affirmé que le 30 mars est une démarche d'apaisement des cœurs, une étape du processus de réconciliation nationale, qui n'est ni une obstruction à la vérité, ni une halte aux procédures judiciaires en cours au Burkina, au sujet des différents crimes économiques, et crimes de sang. Voilà pourquoi, selon le comité d'organisation de la JNP, les démarches continueront après la journée nationale de Pardon, auprès de toutes les familles meurtries tant dans leur cœur que dans leur corps.

En ce qui concerne le refus de certains membres de la société civile de participer à la JNP, le comité dirigé par M. Yoda a dit que cela leur rappelle «le rejet hic et nunc du Collège de sages, de la commission de mise en œuvre des recom-

mandations des sages, etc., par certaines structures.

Des structures qui, après coup, se font les chantres de l'application des résultats obtenus par les commissions qu'ils sont rejetées au départ».

Affirmant que le 30 mars sera décrété férié, chômé et payé afin que tous les Burkinabè se consacrent au pardon, Alain Yoda a dit que la cérémonie officielle du stade du 4-Août se déroulera à partir de 16 heures. A cette occasion, ceux qui ont dirigé le Burkina depuis son indépendance ou leur représentant, les gens meurtris, le Comité d'organisation de la JNP s'adresseront au

peuple du Burkina Faso.

Blaise Compaoré, en présence de ses prédécesseurs, «s'adressera aux victimes, à leurs familles et à toute la nation...»

Fort de tout cela, le comité d'organisation de la JNP (toutes les confessions religieuses du Burkina, les coutumiers, les politiques, les mouvements de défense des droits humains, etc.) a lancé un appel à «toutes les filles et à tous les fils de ce pays pour qu'ils fassent de telle sorte que le 30 mars 2001 soit une journée de recueillement, de souvenir, de paix et de pardon sincère. Car il y va de l'avenir du Burkina Faso»...